

# Grande-Bretagne/Au lendemain de l'expulsion massive de diplomates russes Londres voit un " tournant " dans les relations avec Moscou

AFP

Londres/Grande-Bretagne

"L'alliance occidentale a pris des mesures décisives", s'est notamment réjoui le chef de la diplomatie britannique Boris Johnson. A Moscou, on évoque une "nouvelle Guerre froide".

**L'EXPULSION** massive de diplomates russes par des pays occidentaux après l'empoisonnement d'un agent double au Royaume-Uni pourrait constituer un "tournant" dans les relations avec la Russie, a estimé hier le chef de la diplomatie britannique alors que Moscou prépare sa riposte.

Vingt-trois pays, dont 16 membres de l'Union européenne et les Etats-Unis, ont décidé d'expulser au moins 116 diplomates russes dans le cadre de représailles coordonnées du camp occidental, sans précédent même du temps de la Guerre froide.

"Jamais auparavant autant de pays ne se sont unis pour expulser des diplomates russes", a souligné hier le ministre britannique des Affaires étrangères Boris Johnson dans le quotidien The Times.

"Je pense que les événements d'hier pourraient constituer un tournant", a-t-il ajouté. "L'alliance occidentale a pris des mesures décisives et les partenaires du Royaume-Uni se sont unis contre l'ambition irresponsable du Kremlin". Après l'expulsion de 23 di-



Photo : AFP

Le chef de la diplomatie britannique Boris Johnson : "L'alliance occidentale a pris des mesures décisives" contre la Russie.

plomates russes par le Royaume-Uni - laquelle Moscou a réagi en expulsant à son tour des diplomates britanniques -, il s'agit d'un "nouveau coup dur pour les services de renseignement russes qui mettront des années à s'en remettre", a-t-il poursuivi. Cette action coordonnée est une réponse à l'empoisonnement de l'agent inner-avant de Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia le 4 mars à Salisbury (sud-ouest de l'Angleterre), attribué par Londres à la Russie. Les deux victimes sont toujours hospitalisées dans un état critique.

**NOUVELLE GUERRE FROIDE** Moscou, qui nie en être à l'origine, a vu dans ces expulsions un "geste provocateur" et a promis de riposter. "Il va sans dire que cette mesure inamicale ne restera pas

sans conséquences et que nous allons forcément y répondre", a prévenu le ministre russe des Affaires étrangères.

Le président du Conseil européen Donald Tusk a prévenu que "de nouvelles expulsions" n'étaient "pas exclues".

L'analyste Fiodor Loukianov a estimé hier dans les pages du quotidien Vedomosti russe que ces expulsions, "particulièrement destructrices pour les relations russo-américaines", plongeaient les relations entre Moscou et les Occidentaux dans une nouvelle "période de Guerre froide".

"Ce n'est pas la fin de l'escalade, il est clair qu'elle va s'aggraver, on s'attend à des mesures encore plus sévères qu'avant, des sanctions économiques contre la Russie", prévient-t-il. Ces "mesures à la sévérité

sans précédent (...) sont un nouvel élément dans l'aggravation des relations entre la Russie et les Occidentaux", abonde le quotidien Kommersant, tandis que le journal Izvestia y voit une action "russo-phobe".

Le Royaume-Uni a salué lundi la "réponse extraordinaire" de ses alliés, la Première ministre Theresa May estimant que la Russie était ainsi avertie qu'elle ne pouvait plus "bafouer le droit international".

**"COMPORTEMENT IRRESPONSABLE"** A son tour, l'Australie a annoncé hier l'expulsion de deux diplomates russes. Mais c'est Washington qui, de loin, mène le mouvement, en annonçant l'expulsion de 60 diplomates russes considérés comme des "agents de renseignement" et la fermeture du consulat

de Russie à Seattle, sur la côte ouest, en raison de la proximité de la plus grosse base de sous-marins nucléaires américains.

La France, l'Allemagne et la Pologne ont demandé chacune à quatre diplomates russes de partir, suivies notamment par les pays baltes, la Hongrie ou encore l'Espagne. L'Ukraine, en guerre avec des séparatistes pro-russes depuis 2014, en a chassé 13, et plusieurs autres pays, membres de l'Otan pour la plupart, en ont déclaré d'autres personae non gratae.

L'Islande a de son côté annoncé, à l'instar de Londres, un boycott diplomatique de la Coupe du monde de football en Russie en juin-juillet.

Pour Boris Johnson, "l'usage d'un agent inner-avant interdit sur le sol britannique s'inscrit dans le cadre d'une tendance plus large d'un comportement irresponsable de Vladimir Poutine", citant l'annexion de la Crimée, le soutien au régime syrien et des interférences dans des élections à l'étranger.

"Le fil conducteur est la volonté de M. Poutine de défier les règles essentielles dont dépend la sécurité de chaque pays", a-t-il écrit. S'en prenant aux nombreuses thèses avancées par Moscou pour expliquer l'empoisonnement, le chef de la diplomatie a rétorqué : "Il fut un temps où cette tactique de semer le doute pouvait se montrer efficace mais plus personne n'est dupe".

## L'Afrique en bref

• **Burkina Faso/Jihadistes.** 5 000 déplacés dans le Nord

Près de 5 000 déplacés, fuyant la région du nord du Burkina Faso, frontalière du Mali, en proie à de fréquentes attaques jihadistes, ont été secourus par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), a annoncé le CICR hier.

• **Niger/Justice.** Des responsables de la société civile inculpés

La justice nigérienne a inculpé hier plusieurs responsables de la société civile, écroués après une manifestation interdite qui avait dégénéré dimanche en violences avec la police, ont indiqué les médias locaux.

• **Nigeria/Jihadistes.** Espoir de paix

Au moment où que les écolières de Dapchi enlevées en février étaient libérées par Boko Haram, les autorités nigérianes ont dévoilé l'existence de pourparlers de paix avec le groupe jihadiste, après presque dix ans d'insurrection dans le nord-est du Nigeria.

• **Sierra Leone/Présidentielle.** Le second tour reporté à samedi

Le second tour de la présidentielle en Sierra Leone, prévu hier, a été repoussé au samedi 31 mars, a annoncé lundi la Commission électorale nationale (NEC), malgré le rejet par la justice d'un recours demandant le report du scrutin.

• **Tanzanie/Politique.** Le chef de l'opposition inculpé

Le chef de l'opposition tanzanienne a été inculpé hier d'"appel à la haine" et "incitation à la rébellion", notamment, après son arrestation dans la matinée avec cinq autres membres de son parti, a-t-on appris de source judiciaire.

• **Togo/Manifestation.** L'opposition ne veut pas d'un quatrième mandat pour Faure Gnassingbé

L'opposition togolaise, engagée dans des pourparlers avec le pouvoir, a annoncé lundi qu'elle n'accepterait "jamais que Faure Gnassingbé se représente" pour un quatrième mandat, lors de l'élection présidentielle prévue en 2020.

## RDCongo/Crise

# Le Conseil de sécurité renforce le rôle de ses Casques bleus en vue des élections

AFP

Nations unies/Etats-Unis

Le Conseil de sécurité de l'Onu a adopté à l'unanimité hier une résolution qui renouvelle le mandat de ses Casques bleus en République démocratique du Congo et les charge d'aider à la préparation des élections.

Présenté par la France, ce texte prolonge le mandat de la Monusco, la plus importante force de l'Onu au monde, jusqu'en mars 2019 et souligne la nécessité de protéger les civils d'ici les élections historiques prévues en décembre pour organiser le départ du président Joseph Kabila.

La résolution "souligne la

nécessité de faire tout ce qui est possible afin d'assurer que les élections du 23 décembre 2018 sont organisées avec les conditions requises de transparence, de crédibilité, d'ouverture et de sécurité".

Le Conseil appelle le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres, à préparer des plans incluant "toutes les options" en cas de besoin, dont l'envoi de renforts venus d'autres missions de l'Onu.

M. Guterres devra faire le point sur ces plans de contingence devant le Conseil dans 90 jours. Le plus grand pays d'Afrique sub-saharienne (2,3 millions de km2) n'a jamais connu de transition pacifique depuis son accession à l'indépendance en 1960.

D'après la résolution, les



Photo : AFP/L'Union

Outre le soutien au processus électoral, les 16 000 militaires de la Monusco devront assurer la protection des civils, comme ici à Kivanja (Kivu).

plus de 16 000 militaires de la Monusco seront chargés de soutenir le processus électoral, notamment l'inscription des électeurs, le scrutin et la transition au sommet du pouvoir attendue le 12 janvier.

La mission fournira une as-

sistance technique et logistique pour soutenir le processus électoral. Elle formera en outre la police congolaise pour qu'elle assure la sécurité le jour du vote.

La Monusco relèvera tout atteinte aux droits de

l'homme et les signalera au Conseil de sécurité.

Cette nouvelle résolution intervient dans un contexte de tensions entre l'Onu et le président Kabila, sur fond de crise politique, sécuritaire et humanitaire.

Une précédente résolution, en mars 2017, envisageait déjà une élection présidentielle en décembre 2017, un scrutin finalement reporté d'un an par les autorités congolaises, officiellement pour cause de violences dans le Kasai (centre).

Le président Joseph Kabila restera au pouvoir au moins jusqu'à début 2019, plus de deux ans après la fin de son second mandat, le 20 décembre 2016 d'après la Constitution.